

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R20-2021-073

PUBLIÉ LE 6 AOÛT 2021

Sommaire

Direction Régionale de l'Alimentation, Agriculture et de la Forêt / Direction Régionale de l'Alimentation, Agriculture et de la Forêt

R20-2021-08-05-00001 - Arrêté modifiant l'arrêté N° R20-2018-06-01-001 du 1er juin 2018 fixant la composition de la CTPENAF de CORSE (2 pages)

Page 3

Direction Régionale de l'Alimentation,
Agriculture et de la Forêt

R20-2021-08-05-00001

05/08/2021 :

Arrêté modifiant l'arrêté N° R20-2018-06-01-001
du 1er juin 2018 fixant la composition de la
CTPENAF de CORSE



PRÉFET DE CORSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

Arrêté n° _____ en date du 5 / AOUT 2021

**modifiant l'arrêté n° R20-2018-06-01-001 du 1 juin 2018
fixant la composition de la Commission territoriale de la préservation des espaces
naturels, agricoles et forestiers (CTPENAF) de Corse.**

Le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud

Chevalier de la légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.112-1-1, L.112-1-2 et D.112-1-11-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration (Décrets en Conseil d'Etat et en conseil des ministres, décrets en Conseil d'Etat et décrets) ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16-1128 du 6 juin 2016, modifié par l'arrêté R20-2018-06-01-001 du 1 juin 2018, fixant la composition de la Commission territoriale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de Corse ;

VU les arrêtés préfectoraux R20-2021-03-18-001 du 18 mars 2021 et R20-2020-12-24.001 du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral R20-2018-06-01.001 du 1er juin 2018 fixant la composition de la commission territoriale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de Corse ;

VU l'arrêté du président du Conseil exécutif de Corse n°21/015CE du 20 juillet 2021, portant désignation des représentants du Conseil exécutif de Corse au sein de la commission territoriale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

VU la délibération de l'assemblée de Corse n°21/129 AC du 22 juillet 2021, portant désignation des représentants de l'assemblée de Corse à divers organismes ;

ARRÊTE

Article premier : L'article 1er de l'arrêté n°16-1128 du 6 juin 2016, modifié par les arrêtés n° R20-2018-06-01-001 du 1 juin 2018, n°R20-2020-12-24-001 du 24 décembre 2020 et n°R20-2021-03-18-001 du 18 mars 2021, fixant la composition de la Commission territoriale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, est modifié comme suit :

Membres désignés pour une durée de six ans renouvelable:

Qualité	Titulaires	suppléants
Un conseiller exécutif désigné par le président du Conseil exécutif de Corse	- Julien PAOLINI	- Antonia LUCIANI
Quatre conseillers à l'Assemblée de Corse désignés par celle-ci	- Jean-Jacques LUCCHINI - Georges MELA - Saveriu LUCIANI - Serena BATTESTINI	- Paola MOSCA - Chantal PEDINIELLI - Pierre POLI - Paul-Félix BENEDETTI

Article 2 : La composition de la commission en ce qui concerne les membres désignés aux autres titres n'est pas modifiée.

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires de Corse et la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région.

Ajaccio, le **5 / AOUT 2021**

Le préfet,



Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr